

**Alain CORDIER** - *Inspecteur général des finances, ancien directeur de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, ancien président du directoire de Bayard Presse*



Inspecteur général des finances, conseiller spécial du directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, membre du comité d'éthique du Lab Santé d'Ile-de-France, du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses d'assurance maladie, du conseil scientifique de l'assurance maladie. Il est administrateur de France Parkinson, des fondations Amis de l'Arche, Saint Jean de Dieu, OVE, et du fonds IMMUNOV.

De 2010 à 2017 membre du collège de la haute autorité de santé et président de la commission des stratégies de prise en charge, membre puis vice-président du comité consultatif national d'éthique, vice-président du haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie. De 2005 à 2010 en service à l'Inspection générale des finances, président du conseil d'orientation de l'agence de la biomédecine, président du conseil de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, administrateur de la Croix Rouge. De 1997 à 2005 président du directoire de Bayard presse, administrateur du groupe La Poste (président du comité d'audit puis du comité stratégique), trustee of the board of the Assumption College (Worcester, Etats-Unis). De 1986 à 1997 directeur financier puis directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris. Antérieurement chargé de mission à la direction de la prévision du ministère de l'économie.

En 2013 président du Comité des Sages (stratégie nationale de santé), en 2006 du groupe de travail préparatoire à la Conférence de la famille, en 2003 de la commission éthique et professions de santé, en 1999 de la commission sur le livre numérique. Membre en 2012 de la commission de réflexion sur la fin de vie, en 2008 du groupe de travail du Conseil d'Etat sur la révision de la loi de bioéthique, en 2007 de la commission chargée d'élaborer le plan Alzheimer, en 2005 du groupe risques et protection au Centre d'analyse stratégique, de la commission nationale consultative des droits de l'homme de 2006 à 2012.